

on ne se cache pas derrière des pseudo-conjonctures pour dire qu'on a des grands défis à relever.

Monsieur le Président, à la conférence des premiers ministres, justement pour aider à accroître la capacité de l'économie et la croissance de l'emploi et la richesse, on a décidé, et des premiers ministres ont décidé, on s'est entendu sur certains principes. Par exemple, on a parlé des barrières commerciales. Ils ont convenu qu'il était vital d'accélérer la réduction des barrières commerciales. Le ministre du Commerce extérieur en a parlé encore cet après-midi. On est porté à poser la question dans cette Chambre. Mais ce n'est pas juste une question du gouvernement fédéral. Les barrières commerciales sont également entretenues, et surtout entretenues par des lois provinciales.

La concurrence interprovinciale, parce que c'est bien d'ouvrir comme cela le commerce, mais on peut avoir affaire à un moment donné à certaines concurrences déloyales qui peuvent arriver entre différentes provinces. Également c'est un principe qu'ils vont étudier et qu'ils vont regarder de façon plus particulière.

Il y aura un examen conjoint des possibilités des défis commerciaux du Canada à l'étranger durant la prochaine décennie. On parle actuellement du libre-échange entre le Canada et les États-Unis, entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, on fait face à une Europe qui est en train de s'organiser. Nous, quelle est notre place dans les 10 prochaines années dans ces défis commerciaux? Quelle est notre relation avec la bloc asiatique également, l'Amérique du Sud, et ces différents blocs qui s'organisent? Et il est important que le Canada se définisse des niches d'intervention importantes.

Un autre point sur lequel ils se sont entendus, c'est que les ministres des Transports devraient examiner les modalités justement sur le réseau routier national. Il y en a qui trouvent que c'est un début modeste, mais c'est un début.

• (1730)

Il y a également, monsieur le Président, une chose très importante, c'est qu'en développant des programmes sociaux et en développant de plus en plus de programmes visant à la formation et au recyclage, on peut peut-être développer, chez certaines personnes, un trop fort lien de dépendance avec lequel il sera très difficile de s'extraire quand, après plusieurs années, on aura réussi à passer à travers tout le système de la formation de la main-d'oeuvre, des programmes sociaux, du service social au niveau des provinces, de l'assurance-chômage, et d'autres points de ce genre.

### *Les crédits*

Donc, il va falloir non seulement en parler, mais trouver des solutions pratiques pour ne pas qu'on s'habitue à cette dépendance aux programmes sociaux. On veut également encourager le secteur privé à investir dans le domaine de la formation. Mon comté, Beauharnois—Salaberry, est situé juste le long de la frontière américaine, et il serait bon qu'on réussisse véritablement à s'entendre, comme on commence à le faire dans certaines provinces, pour justement enrayer le commerce outre-frontières, monsieur le Président. C'est un des points également sur lequel les onze premiers ministres se sont entendus et sur lequel ils vont faire un bout de chemin.

On parle de la croissance économique. Je vais juste, en terminant, monsieur le Président, reprendre ce que M. Matthew Barrett, le président-directeur général de la Banque de Montréal disait—et cela concerne l'économie générale du pays, mais cela concerne surtout l'unité du pays—: «Le message est clair; un Canada divisé sera beaucoup moins en mesure de tenir tête à la concurrence qu'un Canada uni et l'ensemble de ses parties seraient loin de valoir le tout.»

Monsieur le Président, on traverse une période difficile au point de vue économique, mais on traverse une période difficile de notre histoire au point de vue de l'unité nationale. Je pense que ce qu'on a vu cet après-midi dans cette Chambre, des attaques partisans continuellement, ce n'est pas de nature à édifier les concitoyens qui nous écoutent et on devrait véritablement prendre le temps précieux qui nous est dû et ce pourquoi nos électeurs, dans nos comtés, nous ont élus pour s'occuper véritablement des problèmes, non seulement de ceux qui se rapportent à la richesse générale du pays, mais de ceux qui, à l'intérieur de ce pays riche et prospère et qui fait l'envie de tout le monde, sont les plus démunis.

[Traduction]

**M. Jim Karpoff (Surrey-Nord):** Monsieur le Président, j'ai suivi le débat avec grand intérêt et je trouve révélateur que les membres du gouvernement, lorsqu'ils se décident à prendre la parole, évitent soigneusement de parler des paiements de transfert destinés aux soins de santé.

Je voudrais demander au député s'il est au courant que le FPE était fondé sur l'idée que les fonds seraient transférés aux provinces en fonction de l'augmentation du PNB. Autrement dit, si l'économie ne croît pas, les transferts n'augmentent pas.

Or, les libéraux, en 1982 et en 1983, et maintenant les conservateurs, à deux reprises, ont décrété que les transferts pour la santé seraient réduits même si l'économie a progressé. Ils ont unilatéralement décidé de réduire ces paiements de transfert.